

Bulletin officiel n° 3262 du 25 rebia II 1395 (7 mai 1975)
Dahir n° 1-74-469 du 20 rebia I 1395 (3 avril 1975) portant publication de l'accord conclu entre
le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République socialiste de
Roumanie relatif aux transports aériens civils.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'accord conclu entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie relatif aux transports aériens civils fait à Bucarest le 6 décembre 1971 ;

Considérant que l'échange des instruments de ratification est intervenu,

A décidé ce qui suit :

Article premier : L'accord conclu entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie relatif aux transports aériens civils fait à Bucarest le 6 décembre 1971 et ratifié par le Maroc le 20 rebia II 1394 (13 mai 1974) sera publié au Bulletin officiel, tel qu'il est annexé au présent dahir.

Article 2 : Le présent dahir sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 20 rebia I 1395 (3 avril 1975).

Pour contreseing :Le Premier ministre,

Ahmed Osman.

*

* *

Le Gouvernement du Royaume du Maroc,

Le Gouvernement de la République de Roumanie,

Désireux de développer la coopération internationale dans le domaine du transport aérien, et

Désireux de conclure un accord en vue d'établir des services aériens réguliers entre leurs pays respectifs et au-delà,

ont désigné leurs plénipotentiaires, lesquels sont convenus de ce qui suit :

Article premier : Pour l'application du présent accord et de son annexe

- a) L'expression convention signifie la convention relative à l'aviation civile internationale, ouverte à la signature à Chicago, le 7 décembre 1944, à laquelle les deux Etats contractants sont parties
- b) L'expression autorités aéronautiques signifie, en ce qui concerne le Royaume du Maroc, le ministère des travaux publics et des communications, direction de l'air, et en ce qui concerne la Roumanie, le ministère des transports et télécommunications, conseil de l'aviation civile ou, dans les deux cas tout organisme autorisé à exercer les fonctions qui sont actuellement attribuées auxdites autorités ;
- c) L'expression entreprise désignée signifie une entreprise de transport aérien que l'une des parties contractantes a désigné conformément à l'article 3 du présent accord, pour exploiter les services aériens convenus ;

Article 2 :

1. Chaque partie contractante accorde à l'autre partie contractante les droits spécifiés aux présent accord en vue d'établir des services aériens sur les routes spécifiées aux tableaux figurant à

l'annexe au présent accord. Ces services et ces routes sont dénommés ci-après services convenus et routes spécifiées .

2. L'entreprise désignée de chaque partie contractante jouira des droits suivants :
 - a) du droit de survoler, sans y atterrir, le territoire de l'autre partie contractante ;
 - b) du droit de faire des escales non commerciales sur ledit territoire ;
 - c) du droit d'embarquer et de débarquer, dans ledit territoire, sur les services convenus, des passagers, des marchandises et des envois postaux, dans les conditions stipulées au présent accord et à son annexe.
3. Aucune disposition du présent accord ne pourra être interprétée comme conférant à l'entreprise désignée de l'une des parties contractantes le droit d'embarquer dans le territoire de l'autre partie contractante des passagers, des marchandises et des envois postaux transportés contre rémunération et destinés à un autre point du territoire de cette autre partie contractante (cabotage).

Article 3 :

1. Chaque partie contractante aura le droit de désigner une entreprise de transport aérien pour exploiter les services convenus. Cette désignation fera l'objet d'une notification écrite entre les autorités aéronautiques des deux parties contractantes.
2. La partie contractante qui a reçu la notification de désignation accordera sans délai, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, à l'entreprise désignée par l'autre partie contractante, l'autorisation d'exploitation nécessaire.
3. Les autorités aéronautiques de l'une des parties contractantes pourront exiger que l'entreprise désignée par l'autre partie contractante prouve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par lesdites autorités à l'exploitation des services aériens internationaux.
4. Chaque partie contractante aura le droit de ne pas accorder l'autorisation d'exploitation prévue au paragraphe 2 du présent article ou d'imposer telles conditions qui pourraient lui sembler nécessaires pour l'exercice, par l'entreprise désignée, des droits spécifiés à l'article 2 du présent accord, lorsque ladite partie contractante ne possède pas la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la partie contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci.
5. Dès réception de l'autorisation prévue au paragraphe 2 du présent article, l'entreprise désignée pourra commencer à tout moment l'exploitation de tout service convenu.

Article 4 :

1. Chaque partie contractante aura le droit de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice par l'entreprise désignée de l'autre partie contractante, des droits spécifiés à l'article 2 du présent accord, ou de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle jugera nécessaires si :
 - a) elle ne possède pas la preuve qu'une part prépondérante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la partie contractante qui a désigné l'entreprise ou à des ressortissants de celle-ci, ou
 - b) cette entreprise ne s'est pas conformé au lois et règlements de la partie contractante qui a accordé ces droits, ou
 - c) cette entreprise n'exploite pas les services convenus dans les conditions prescrites par le présent accord et son annexe.
2. A moins que la révocation, la suspension ou la fixation des conditions prévues au paragraphe 1 du présent article ne soient immédiatement nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois et règlements, un tel droit ne pourra être exercé qu'après consultation avec l'autre partie contractante.

Article 5 :

1. Les entreprises désignées par les deux parties contractantes jouiront de possibilités égales et équitables pour l'exploitation des services convenus entre les territoires des parties contractantes.
2. Dans l'exploitation des services convenus, l'entreprise désignée de chaque partie contractante prendra en considération les intérêts de l'entreprise désignée de l'autre partie contractante, afin de
3. ne pas affecter indûment les services aériens que cette dernière assure sur tout ou partie des mêmes routes.
4. L'exploitation des services convenus sera organisée en relation étroite avec la demande de transport du public sur les routes spécifiées. L'objet primordial de chacun des services convenus sera d'offrir une capacité de transports correspondant à la demande courante et raisonnablement prévisible de transport de passagers, de marchandises et d'envois postaux en provenance ou à destination du territoire de la partie contractante qui aura désigné l'entreprise exploitant ledit service.
5. Les droits accordés à chaque entreprise désignée de transporter des passagers, des marchandises et des envois postaux entre le territoire de l'autre partie contractante et les territoires d'Etats tiers seront exercés en respectant les principes généraux de développement des transports aériens internationaux, selon lesquels la capacité de transport offerte doit être adaptée :
 - a) à la demande de transport à destination ou en provenance du territoire de la partie contractante qui aura désigné l'entreprise ;
 - b) à la demande de transport existant dans la région traversée par la ligne aérienne respective, compte tenu des services aériens assurés par les entreprises d'autres Etats de la région ;
 - c) aux exigences d'une exploitation économique des services directs.

Article 6 :

1. Les entreprises désignées par les deux parties contractantes détermineront, par entente elles, la fréquence des services, la répartition des horaires et les autres conditions économiques et techniques de l'exploitation des services convenus ; les ententes sur ces questions seront soumises pour approbation aux autorités aéronautiques de chaque partie contractante, conformément aux lois et règlements de celle-ci.
2. Les horaires des services convenus seront soumis pour approbation aux autorités aéronautiques des deux parties contractantes trente (30) jours au plus tard avant le début de l'exploitation de ces services. La même règle s'appliquera aux changements ultérieurs.
3. Les autorités aéronautiques de chacune des parties contractantes devront fournir aux autorités aéronautiques de l'autre partie contractante, sur leur demande, les données statistiques d'exploitation concernant l'utilisation de la capacité de transport offerte par l'entreprise désignée de la première partie contractante sur les lignes spécifiées à l'annexe au présent accord. Ces données comprendront ; dans la mesure du possible, les renseignements nécessaires à la détermination du volume, de l'origine et de la destination du trafic

Article 7 :

1. Les tarifs de tout service convenu seront fixés à des taux raisonnables, compte tenu de tous les éléments déterminants, tels que le coût de l'exploitation, un bénéfice raisonnable, les caractéristiques de chaque service et les tarifs perçus par d'autres entreprises de transport aérien desservant tout ou partie de la même route.
2. Les tarifs mentionnés au paragraphe 1 du présent article seront, si possible, fixés d'un commun accord par les entreprises désignées des deux parties contractantes et après consultation des autres entreprises de transport aérien desservant tout ou partie de la même route. Les entreprises désignées devront, autant que possible, réaliser cet accord en recourant à la procédure de fixation des tarifs établie par l'Association du transport aérien international A.T.A.I.
3. Les tarifs ainsi fixés seront soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des parties contractantes au moins trente (30) jours, avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Dans des cas spéciaux, ce délai pourra être réduit sous réserve de l'accord desdites autorités.
4. Si les entreprises désignées ne peuvent arriver à une entente ou si les tarifs qu'elles auront établis ne sont pas approuvés par les autorités aéronautiques d'une partie contractante, les autorités aéronautiques des deux parties contractantes s'efforceront de fixer ces tarifs par accord mutuel.

5. Au cas où l'accord entre les autorités aéronautiques, visé au paragraphe 4 de cet article, ne pourra être réalisé, le différend sera soumis à la procédure prévue à l'article 12 du présent accord.

Article 8 :

1. Les aéronefs utilisés en service international par l'entreprise désignée d'une partie contractante, ainsi que leurs équipements normaux, leurs réserves de carburants, et lubrifiants et leurs provisions de bord - y compris les denrées alimentaires, les boissons, tabacs et article destinés à la vente en vol aux passagers, en quantité limitée - seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre partie contractante exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et autres droits et taxes, à condition que ces équipements, réserves et provisions, demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation.
2. Seront également exonéré de ces mêmes droits, frais et taxes, à l'exception des redevances perçues en raison des services rendus :
 - a) les provisions de bord prises sur le territoire d'une partie contractante dans les limites fixées par les autorités de ladite partie contractante et destinées à la consommation à bord des aéronefs utilisés en service international par l'entreprise désignée de l'autre partie contractante ;
 - b) les carburants et lubrifiants pris à bord sur le territoire d'une partie contractante et destinés à l'avitaillement des aéronefs employés en service international par l'entreprise désignée de l'autre partie contractante, même lorsque ces approvisionnements doivent être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la partie contractante sur lequel ils ont été embarqués ;
 - c) les pièces de rechange et les équipements normaux de bord importés sur le territoire de l'une des parties contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs employés en service international par l'entreprise désignée de l'autre partie contractante.
3. Les articles exonérés conformément aux dispositions ci-dessus ne pourront être transférés à des tiers sur le territoire d'exonération.
4. Les équipements normaux de bord, ainsi que les produits et approvisionnements se trouvant à bord des aéronefs employés par l'entreprise désignée d'une partie contractante ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre partie contractante qu'avec le consentement des autorités douanières de ce territoire. En ce cas ils pourront être placés sous la surveillance desdites autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou aient reçu une autre destination conformément aux règlements douaniers,

Article 9 :

1. Les lois et règlements de chaque partie contractante régissant sur son territoire l'entrée, le séjour et la sortie des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou l'exploitation, la navigation et la conduite de ces aéronefs pendant leur séjour à l'intérieur de son territoire s'appliqueront aux aéronefs de l'entreprise désignée par l'autre partie contractante.
2. Les lois et règlements de chaque partie contractante régissant sur son territoire l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages, marchandises et envois postaux, tels que ceux qui concernent les formalités d'entrée, de sortie, d'émigration et d'immigration, la douane ou les mesures sanitaires s'appliqueront aux passagers, équipages, marchandise ou envois, postaux transportés par les aéronefs de l'entreprise désignée de l'autre partie contractante, pendant que ceux-ci se trouvent sur ledit territoire.
3. Les taxes et les autres droits pour l'utilisation des aéroports, des installations et de l'équipement technique sur le territoire d'une partie contractante seront perçus conformément aux taux et tarifs établis uniformément par les lois et règlements de cette partie contractante.

Article 10 :

1. 1 . L'entreprise désignée de chaque partie contractante aura le droit de maintenir, sur le territoire de l'autre partie contractante, aune représentation avec le personnel technique nécessaire pour l'exploitation des services convenus et le personnel commercial nécessaire pour la promotion du trafic. Les entreprises désignées conviendront du nombre des personnes à employer à cet effet, sous réserve de l'accord des autorités aéronautiques.

2. Il est bien entendu que les ventes ne peuvent se faire que par l'intermédiaire de l'agent général qui est l'entreprise désignée par les autorités des territoires visés.
3. Les représentants des entreprises désignées des parties contractantes et leurs adjoints doivent être des ressortissants de ces parties contractantes.

Article 11 :

1. Chaque partie contractante accorde aux entreprises désignées de l'autre partie contractante le droit de transférer librement au taux officiel de change, l'excédent des recettes sur les dépenses réalisées par les entreprises sur son territoire dans le transport de passagers, fret et courrier.
2. Au cas où les dispositions d'un accord spécial régissant le système de change de devises étrangères entre les parties contractantes se trouveraient en contradiction avec les dispositions du paragraphe I du présent article, les premières dispositions prévaudront.

Article 12 :

1. Chaque partie contractante pourra à tout moment demander à une consultation entre les autorités aéronautiques compétentes des deux parties contractantes pour l'interprétation, l'application ou des modifications du présent accord.
2. Cette consultation commencera au plus tard dans les soixante (60) jours à compter du jour de réception de la demande.
3. Les modifications apportées au présent accord entreront en vigueur dès que les parties contractantes se communiqueront réciproquement, au sujet de ces modifications, l'accomplissement de leurs formalités constitutionnelles concernant la conclusion et l'entrée en vigueur des accords internationaux.
4. Les routes mentionnées au tableau de routes de l'annexe peuvent être modifiées par accord entre les autorités aéronautiques des parties contractantes pendant toute la durée de validité du présent accord.
5. Les différends sur l'interprétation ou l'application du présent accord sont à régler par voie de négociations directes entre les autorités aéronautiques des deux parties contractantes. Si ces négociations n'aboutissent pas à un arrangement, le différend sera réglé par voie diplomatique.

Article 13 : Le présent accord et ses modifications éventuelles seront enregistrés auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

Article 14 : Le présent accord et son annexe seront, par entente entre les parties contractantes, mis en harmonie avec toute convention de caractère multilatéral qui viendrait à lier les deux parties contractantes.

Article 15 : Chaque partie contractante pourra, à tout moment, notifier à l'autre partie contractante son désir de dénoncer le présent accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'aviation civile internationale. La dénonciation aura effet douze (12) mois après la date de réception de la notification par l'autre partie contractante, à moins que cette dénonciation ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. A défaut d'accusé de réception de la part de l'autre partie contractante, la notification sera réputée lui être parvenue quatorze (14) jours après la date à laquelle l'Organisation de l'aviation civile internationale en a reçu communication.

Article 16 : Les dispositions du présent accord seront appliquées provisoirement dès le jour de la signature de l'accord ; celui-ci entrera en vigueur lorsque les parties contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement de leurs formalités constitutionnelles concernant la conclusion et l'entrée en vigueur des accords internationaux.

Fait à Bucarest, le 6 décembre 1971.
En doubles originaux en langue française.

Pour le gouvernement
du Royaume du Maroc,
Le secrétaire général du ministère
des affaires étrangères, **A.SKALLI**

Pour le gouvernement
de la République de socialiste
de Roumanie

Annexe

A - Tableaux de routes

- I. Routes sur lesquelles des services aériens pourront être exploités par l'entreprise désignée par la Roumanie :
Points en Roumanie - points intermédiaires - Rabat ou Casablanca points au-delà, dans les deux sens.
- II. Routes sur lesquelles des services aériens pourront être exploités par l'entreprise désignée par le Maroc :
Points au Maroc - points intermédiaires - Bucarest ou Constantza points au-delà, dans les deux sens

B- Remarque

Les points situés en pays tiers où l'entreprise désignée par l'une des parties contractantes pourra embarquer ou débarquer des passagers, des marchandises ou des envois postaux à destination ou en provenance du territoire de l'autre partie contractante seront déterminés par les autorités aéronautiques des deux parties contractantes.

